



# ASSIGNATION EN REFERE AUX FINS DE DESIGNATION D'EXPERT DEVANT LE TRIBUNAL JUDICIAIRE DE GRENOBLE

L'an deux mille dix-neuf et le

A LA DEMANDE DE :

**Klépierre Echirolles**, société en nom collectif, immatriculée au RCS de Paris sous le numéro 441 219 599, située 26 boulevard des Capucines 75009 PARIS, agissant poursuites et diligences de ses représentants légaux domiciliés en cette qualité audit siège

Ayant pour avocat constitué et élisant domicile en son cabinet :  
Maeva Rochet – avocate à la cour  
2 square Roger Genin – 38000 Grenoble  
Tél. : 04 76 54 33 98 – Fax : 04 76 54 07 27

Ayant pour avocat plaidant :  
**Adden avocats** – Nicolas Nahmias – avocat à la cour  
31 rue de Bellefond – 75009 Paris  
Tél. : 01 44 90 04 70 – Fax : 01 44 90 04 77

Requérante

J'ai, Huissier soussigné :



## DONNE ASSIGNATION A :

- 1 Grenoble Alpes Métropole**, Immeuble Forum, 3 rue Malakoff, 38031 Grenoble  
*En sa qualité de maître d'ouvrage*
- 2 La commune d'Echirolles**, 1 place des Cina Fontaines, BP 248, 38433 Echirolles Cedex  
*En sa qualité de concessionnaire de réseaux*
- 3 La commune de Grenoble**, 11 boulevard Jean Pain, CS 91066, 38021 Grenoble Cedex  
*En sa qualité de concessionnaire de réseaux*
- 4 EGIS**, 170 avenue Thiers, CS 50120, 69455 Lyon Cedex 06  
*En sa qualité de maître d'œuvre*
- 5 Association Foncière Urbaine Libre (AFUL) de l'ensemble immobilier Grand Place**, 55 Grand Place, 38100 Grenoble  
*En sa qualité d'avoisinant*
- 6 Immobilière Carrefour**, 58 avenue Emile Zola, 92100 Boulogne-Billancourt  
*En sa qualité d'avoisinant*
- 7 Carmila France**, 58 avenue Emile Zola, 92100 Boulogne-Billancourt  
*En sa qualité d'avoisinant*

## D'AVOIR A COMPARAITRE LE :

**Mercredi 12 février 2020 à 8h45**

**à l'audience et par devant Madame la présidente du tribunal judiciaire de Grenoble,  
tenant l'audience des référés, sis Place Firmin Gautier, 38000 Grenoble.**



**Il est rappelé aux destinataires du présent acte que, conformément aux articles 54 et 760 du Code de procédure civile, ils sont tenus de constituer avocat avant la date de ladite audience pour être représenté devant ce tribunal.**

**A défaut, vous vous exposeriez à ce qu'une ordonnance soit rendue à votre rencontre sur les seuls éléments fournis par votre adversaire.**

**Les pièces sur lesquelles la demande est fondée sont indiquées en fin d'acte.**

**Pour satisfaire aux dispositions de l'article 54 du code de procédure civile malgré les diligences entreprises, la résolution amiable du litige n'a pu aboutir.**

## 1

La société Klépierre est une société spécialisée dans l'immobilier commercial, et plus particulièrement dans la construction et la gestion de grands centres commerciaux.

La société Klépierre est propriétaire, à travers deux filiales, de l'actuel centre commercial Grand Place situé 55 Grand Place à Grenoble, dans le département de l'Isère (38).

Les bâtiments actuels du centre commercial nécessitant d'être modernisés, la société Klépierre a lancé un programme de rénovation et d'extension de l'actuel centre commercial (**production 1** : Description du projet).

Ce projet porte sur les zones suivantes:

- la zone de travaux d'extension (zone 2) ;
- la zone de travaux de rénovation (zone 3) ;

Il implique la réalisation de travaux sous maîtrise d'ouvrage publique (démolition d'un autopont puis aménagements routiers) :

- la zone de travaux espaces publics (zone 1) ;

Et, il est l'occasion d'un projet souhaité par le centre Carrefour voisin (création d'une passerelle)

- la zone de travaux passerelle (zone 4).

## 2

La société Klépierre Echirolles est le maître d'ouvrage de l'opération relative à la zone 2, qui consiste en la démolition des bâtiments actuels puis la construction d'un nouveau bâtiment en extension de l'actuel centre commercial. Le foncier concerné par cette opération se situe sur le territoire de la commune d'Echirolles (38).

Ce projet d'extension du centre commercial a pour objet :



- la démolition de l'actuelle galerie d'Echirolles, après avoir procédé préalablement aux travaux de désamiantage ;
- dont une partie se trouve être à la jonction avec le centre commercial accueillant un hypermarché Carrefour ;
- la démolition de la jonction avec le centre commercial Grand Place, objet de la rénovation. La séparation se fera au niveau d'un joint de dilatation existant entre les deux ouvrages ;
- la construction d'un bâtiment de deux niveaux connectés au bâtiment Grand Place existant pour un total d'environ 20 000 m<sup>2</sup> de plancher ;
- l'aménagement d'un parc de stationnement d'environ 80 places dédié aux mobilités douces.

### 3

Le démarrage des travaux est prévu le 10 mars 2020, avec comme dates prévisionnelles de début et de fin pour les différentes phases de l'opération :

- les travaux de désamiantage (début 10 mars 2020 – fin 4 mai 2020) ;
- les travaux de démolition de la galerie d'Echirolles ( 1<sup>er</sup> avril 2020 - 1<sup>er</sup> juin 2020) ;
- les travaux de démolition de l'actuelle jonction avec la galerie de l'hypermarché Carrefour (20 avril 2020 - 10 juillet 2020) ;
- les travaux de construction de la nouvelle extension et du parc de stationnement (1<sup>er</sup> juin 2020 – mars 2022).

### 4

L'opération d'extension du centre commercial Grand Place est susceptible d'avoir des répercussions sur les bâtiments et propriétés avoisinants :

- l'immeuble du centre commercial Grand Place sis 55 Grand Place - 38100 Grenoble ;
- l'immeuble de l'hypermarché Carrefour sis 58 avenue Emile Zola, 92100 Boulogne-Billancourt ;
- les réseaux des villes d'Echirolles et de Grenoble ;
- les équipements publics futurs dont Grenoble Alpes Métropole a en charge la réalisation (production 1).

**En conséquence, la société Klépierre Echirolles est recevable et bien fondée à solliciter, sur le fondement de l'article 145 du code de procédure civile, en référé à titre préventif, la désignation de tel Expert judiciaire qu'il plaira au juge des référés de nommer avec la mission définie au dispositif ci-après.**



## PAR CES MOTIFS

Il est demandé au président du tribunal judiciaire de Grenoble de bien vouloir :

*Vu l'article 145 du code de procédure civile*

- **DESIGNER** tel Expert qu'il plaira au tribunal avec pour mission de :
  - **SE RENDRE** sur les lieux ;
  - **SE FAIRE COMMUNIQUER** tous les documents et pièces qu'il estimera utiles à l'accomplissement de sa mission, visiter les immeubles voisins et les abords du chantier appartenant aux parties mises en cause ou représentées dans la présente instance et entendre tous sachants ;
  - **PROCEDER**, avant le début des travaux, au constat contradictoire de l'état des immeubles riverains du chantier, y compris si nécessaire leurs parties privatives sous réserve de l'accord des propriétaires ou occupants, ainsi que de la voirie et des réseaux ou autres ouvrages susceptibles d'être affectés par des dommages occasionnés par les travaux projetés, en précisant notamment si, à son avis, ces immeubles ou ouvrages présentent, avant la réalisation des travaux, des dégradations ou désordres inhérents à leur structure, à leur mode de construction, à la nature du sous-sol ou à leur état de vétusté ;
  - **EMETTRE** un avis sur toutes difficultés ou sujétions particulières consécutives à l'existence de servitudes, d'emprise ou de mitoyenneté, ou encore sur d'éventuels troubles que pourraient causer les travaux et sur les remèdes à y apporter ;
  - **DIRE**, à son avis, s'il convient, le cas échéant, de procéder à la mise en place de mesures de sauvegarde ou de travaux particuliers de nature à éviter toute aggravation des désordres constatés, en indiquant éventuellement les travaux propres à y remédier ainsi que leur coût et leur durée ;
  - **DEPOSER** le constat initial sous forme de pré-rapport en deux exemplaires au greffe du tribunal dans un délai déterminé ;
  - **PROCEDER** lors de l'exécution des travaux à toutes constatations relatives à l'état des immeubles ou ouvrages riverains susceptibles d'être affectés par des dommages, ainsi qu'aux causes et à l'étendue des dommages qui surviendraient effectivement pendant le déroulement du chantier et indiquer, le cas échéant, les travaux de remise en état nécessaires et en évaluer le coût ;
  - **FOURNIR**, d'une façon générale, tous éléments techniques ou de fait de nature à permettre à la juridiction compétente de se prononcer sur les éventuelles responsabilités encourues et d'évaluer, s'il y a lieu, tous les préjudices subis.



- **DIRE** que l'Expert accomplira sa mission conformément aux dispositions des articles 263 et suivants du code de procédure civile et qu'il pourra recueillir les déclarations de toutes personnes interrogées et s'adjoindre tous spécialistes de son choix ;
- **FIXER** la provision à valoir sur les honoraires de l'Expert ;
- **RESERVER** les dépens.

Conformément aux dispositions de l'article 56 du code de procédure civile, le bordereau des pièces qui seront versées aux débats est annexé à la présente assignation en page suivante.



# PRODUCTIONS

## 1. Description du projet